

IN GOD WE TRUST

## Rocco Buttiglione, le théologien du libre-marché



Le ministre italien des Affaires européennes, Rocco Buttiglione, a été désigné commissaire européen chargé de la Justice, de la Liberté et de la Sécurité. Ses déclarations sur les femmes et les gays ont provoqué un tollé au Parlement européen qui doit confirmer sa nomination. Mais plus qu'un philosophe réactionnaire, le candidat est surtout le théoricien des fondements divins du libre-marché et de la globalisation, le conseiller de Jean-Paul II, l'architecte de l'alliance entre le Vatican et les libertariens états-unis sur les ruines de l'URSS.

page 2

### Admettre une intox, en créer une autre

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La presse abonde de commentaires sur le rapport du Groupe de surveillance de l'Irak. Hans Blix et Scott Ritter relèvent que ce rapport confirme les leurs. Brian Jones et Philip Bobbitt trouvent des excuses aux erreurs commises. Toutefois, ils manquent tous l'essentiel. Ce rapport ne sert qu'à accréditer une autre intox : les détournements du programme « pétrole contre nourriture ».

page 6

REPÈRE : 13 OCTOBRE 1933

### Les aveux du général Butler

A l'Académie militaire de Washington, le major-général Smedley Butler déclare : « *Cela fait 33 ans que je sers chez les Marines et il n'y a pas une méthode utilisée par les gangsters que nous n'ayons utilisée et perfectionnée. Eux utilisent des voyous pour faire peur et éliminer, nous, nous sommes les voyous, les hommes de main du "Big Business", de Wall Street et des Banques. J'ai fait le coup de poing contre le Honduras pour le compte des Compagnies fruitières en 1903. J'ai racketté le Mexique et Tampico pour le compte d'American Oil en 1914. J'ai fait le coup de feu à Haïti et Cuba pour que les gars de la National City Bank puissent y ramasser le pognon. J'ai secoué et vandalisé une demi-douzaine de pays d'Amérique Centrale pour qu'ils se soumettent au racket de Wall Street. J'ai nettoyé à la sulfateuse le Nicaragua pour le compte de Brown Brothers en 1912. J'ai foutu le feu à la République Dominicaine pour American Sugar. En Chine j'ai fait le garde du corps pour Standard Oil et j'ai éliminé ceux qui couinaient. Comme le disent les gars d'Al Capone, j'avais une bonne petite affaire... d'ailleurs, Al Capone est un minable comparé à l'US Army. Lui contrôlait au mieux trois districts de Chicago, nous, nous contrôlons et rackettons trois continents ! » ■*



### LES REMANIEMENTS DE LA CIA EN DISENT LONG SUR SES CIBLES

Le nouveau directeur de la CIA, Porter Goss, a choisi de débaucher un patron de multinationale, Michael Kostiw, pour en faire le nouveau directeur exécutif de l'Agence. M. Kostiw, qui parle couramment le russe et l'ukrainien, était vice-président de la compagnie pétrolière Chevron-Texaco, dont Condoleezza Rice fut administratrice. Il supervisait les affaires gouvernementales et internationales. Il devrait être l'homme idéal pour les opérations à venir de déstabilisation de la Fédération de Russie en vue de contrôler ses ressources pétrolières. Il est tellement l'homme de la situation que Porter Goss en avait négligé son passé au sein de la CIA.

Après avoir été arrêté pour vol à l'étagère sur la base de Langley en 1981, Kostiw avait dû démissionner de l'Agence pour ne pas être poursuivi. Malheureusement, cette anecdote a fourni des munitions aux fonctionnaires de la CIA qui s'opposent déjà à Goss et ont transmis le dossier secret de Kostiw à la presse. Sous le feu des critiques, ce dernier a donc renoncé au poste la semaine dernière et ne sera « que » « *conseiller spécial* » de Porter Goss. ■

**In God We Trust**

# Rocco Buttiglione, le théologien du libre- marché

**Le ministre italien des Affaires européennes, Rocco Buttiglione, a été désigné commissaire européen chargé de la Justice, de la Liberté et de la Sécurité. Ses déclarations sur les femmes et les gays ont provoqué un tollé au Parlement européen qui doit confirmer sa nomination. Mais plus qu'un philosophe réactionnaire, le candidat est surtout le théoricien des fondements divins du libre-marché et de la globalisation, le conseiller de Jean-Paul II, l'architecte de l'alliance entre le Vatican et les libertariens états-uniens sur les ruines de l'URSS.**



Rocco Buttiglione

Vif émoi à Bruxelles, les 5 et 6 octobre dernier, lors des auditions du commissaire européen désigné, Rocco Buttiglione. L'exercice de style a tourné à l'affrontement. Pour la première fois de son histoire, une commission du Parlement européen s'est opposée à la nomination d'un commissaire européen. Cependant, compte tenu de l'absence de précédent, on ignore les conséquences pratiques d'un tel vote.

Rappelons les faits : le ministre italien des Affaires européennes, qui a été désigné par Silvio Berlusconi pour représenter l'Italie à la Commission

européenne, s'est vu confier par le président José Manuel Durao Barroso le portefeuille « Justice, Liberté, Sécurité ». Selon la procédure, cette nomination doit être approuvée par le Parlement européen sur avis de ses deux commissions compétentes. Or, nos amis bruxellois avaient largement sensibilisé les députés sur la personnalité du candidat-commissaire. Sans aborder la question de ses appartenances, qui aurait pu mettre en cause des tiers, les parlementaires ont interrogé M. Buttiglione sur ses convictions personnelles et le poids qu'elles pourraient avoir sur la manière dont il exercerait ses fonctions.

À la question de Kathalijne Buitenweg (Verts/Pays-Bas) et Michael Cashman (Soc/Royaume-Uni) de savoir s'il lutterait efficacement contre les discriminations à l'encontre des gays, Rocco Buttiglione s'est d'abord placé sous les auspices de Kant pour établir une distinction entre moralité et Droit. Puis, il a répondu qu'il « *était* libre de penser que l'homosexualité est un péché », mais qu'il n'en ferait pas moins appliquer la non-discrimination stipulée par la Charte des droits fondamentaux. À une question de Bogdan Pek (Ind/Portugal) sur la nature du mariage, il a répondu que sa position était traditionnelle et connue de tous : « *Une femme a le droit d'avoir des enfants et de bénéficier de la protection d'un homme* ». S'empêtrant un peu plus dans ses déclarations, il indiquait le lendemain que ses propos avaient été mal interprétés : « *Je ne veux pas que les femmes restent à la maison, mais elles sont surchargées et nous devons trouver une politique qui leur permette d'être mères tout en poursuivant leur carrière et cultivant d'autres intérêts* ». Et à propos du mariage entre personnes de même sexe, il botta en touche, affirmant que « *l'Union [européenne] ne définit pas le mariage* ».

À la suite de ces éclaircissements et quelques autres joyeusetés, la Commission des libertés civiles du Parlement européen s'est prononcée à une voix de majorité contre la nomination de M. Buttiglione à ce poste. Puis, dans un second vote, les parlementaires ont indiqué qu'ils ne voulaient pas qu'un autre portefeuille soit proposé au candidat.

Il est très peu probable que cette décision soit partagée par le Parlement dans son ensemble, dans la mesure où, jusqu'à présent, cette assemblée n'a jamais osé censurer de commissaire. Mais une surprise est toujours possible et les parlementaires pourraient se saisir de cette occasion pour, enfin, devenir un contre-pouvoir institutionnel.

## Qui est donc Rocco Buttiglione ?



Logo de l'UDC

Rocco Buttiglione est né le 6 juin 1948 à Gallipoli. Il a suivi des études de droit aux universités de Turin et de Rome, où il a été l'élève du professeur Augusto Del Noce. Puis, il a poursuivi une brillante carrière universitaire de professeur de philosophie politique qui l'a conduit à enseigner non seulement en Italie, mais aussi aux États-Unis, au Liechtenstein et en Pologne. Entré en politique lors de l'effondrement de la Démocratie chrétienne, il

a été député en 1994, puis député européen en 1999. Il participe à la création d'une nouvelle formation politique, l'Union démocrate chrétienne (CDU) dont il devient le secrétaire général, puis il est nommé ministre des affaires européennes dans le second gouvernement Berlusconi.

À cette biographie très officielle, il conviendrait d'ajouter que M. Buttiglione est un fervent catholique, militant de l'association Communion et libération (dont son parti politique est l'émanation) [1] et ami proche, conseiller écouté du pape Jean-Paul II à la pensée duquel il a consacré un ouvrage de référence [2].

En réalité, Rocco Buttiglione est une personnalité clé du dispositif d'influence intellectuelle du Saint-Siège. Toute son œuvre vise à établir une convergence entre « l'individualisme méthodologique » des penseurs libertariens Ludwig von Mises et Friedrich von Hayek [3] et le « personnalisme polonais » de Karol Wojtyla [4]. Ce travail a trouvé son couronnement avec l'encyclique *Centesimus Annus* (1991) dans laquelle Jean-Paul II détaille les fondations morales du libre-marché et récuse l'idée d'une troisième voie entre capitalisme et communisme.

## Un réseau intellectuel transatlantique

Pour substituer ce « personnalisme économique » à l'ancienne « doctrine sociale de l'Église » et ériger les théories pseudo-libérales états-uniennes en dogmes, Rocco Buttiglione a développé deux centres d'enseignement : l'Académie internationale de philosophie (IAP) du Liechtenstein, dont il est vice-recteur, et l'université catholique de Lublin (Pologne), dont il est docteur honoris causa.

L'Académie internationale de philosophie (Internationale Akademie für Philosophie) a été fondée, en 1986, par le professeur Josef Seifert sous le haut patronage du prince consort, Nikolaus von und zu Lichtenstein. Le financement en a été principalement assuré par les Chevaliers de Colomb (États-Unis) et l'Opus Dei (Saint-Siège). L'Académie est installée à Schan (Liechtenstein) et dispose depuis le 15 août 2004 d'un second établissement à l'université pontificale de Santiago du Chili. L'œuvre est administrée par de nobles catholiques, Siméon de Habsbourg, Nikolaus von Lobkowitz etc. Elle est placée sous le parrainage de huit intellectuels : Francisco Cossiga, Alexandre Soljenitsyne etc.

L'université catholique de Lublin a été fondée à l'issue de la Première Guerre mondiale. Karol Wojtyla y a enseigné l'éthique chrétienne une vingtaine d'années à partir de 1954. Après qu'il a été élu pape, un Institut Jean-Paul II a été créé en son honneur au sein de l'université.

Réciproquement, pour faire entrer la théologie catholique dans l'école économique de Chicago, Rocco Buttiglione s'est appuyé sur divers think tanks. Il a travaillé à l'American Enterprise Institute (Washington) [5] aux côtés du théologien et ambassadeur Michael Novak. Il s'est trouvé ainsi en contact avec les néo-conservateurs (Lyne Cheney, Richard Perle, etc.). \_ Il a participé aux

travaux de l'Ethics and Public Policy Centre (Washington) aux côtés du théologien catholique George Weigel ancien du FPRI [6] et surtout du théologien juif Elliot Abrams, personnage clef de l'Irangate et aujourd'hui de la politique US au Proche-Orient..

Il a soutenu l'Institute on Religion and Public Life du théologien luthérien converti au catholicisme, le père Richard John Neuhaus. Surtout, il a animé l'Acton Institute for the Study of Religion and Liberty, depuis sa création en 1990 par le révérend père Robert A.

Sirico [7]. Ce dernier qui est membre du club libertarien le plus huppé, la Société du Mont-Pèlerin. L'Institut organise principalement des formations pour les séminaristes catholiques et tous ceux qui se destinent à des fonctions sacerdotales dans quelque Église que ce soit, pour les initier aux fondements bibliques du libre-marché et de la globalisation.



Rocco Buttiglione n'est donc pas simplement un intégriste catholique issu du mouvement Communion et libération, il est surtout le prophète des fondements divins du libre-marché, l'architecte de l'alliance idéologique entre le Vatican et les libertariens qui a suivi l'effondrement de l'URSS. C'est à ce titre qu'il aurait rejoint, il y a une décennie, la puissante congrégation de l'Opus Dei [8].

[1] Communion et libération avait d'abord créé le Movimento Popolare. Celui-ci a donné naissance au Cristiani Democratici Uniti.

[2] *Il pensiero di Karol Wojtyla* par Rocco Buttiglione, Jaca Book, 1982. Version française : *La Pensée de Karol Wojtyla*, Fayard éd. 1984.

[3] « [Friedrich von Hayek, pape du libéralisme](#) » par Denis Boneau, *Voltaire*, 4 mars 2004.

[4] Pour être plus précis, l'école personaliste polonaise trouve son origine chez les disciples d'Edmund Husserl : Adolf Reinach, Edith Stein, Roman Ingarden, Dietrich von Hildebrand, Max Scheler et, enfin, Karol Wojtyla dit « Jean-Paul II ».

[5] Voir « [L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche](#) », *Voltaire*, 21 juin 2004.

[6] Voir « [Le FPRI et Robert Strausz-Hupé](#) », *Voltaire*, 24 septembre 2004.

[7] L'Action Institute a été formé dans le cadre du réseau international de promotion des idées libertariennes de Sir Anthony Fischer.

[8] Voir notre dossier « [La croisade de l'Opus Dei](#) »

# Admettre une intox, en créer une autre

## Analyse

Le Groupe de surveillance de l'Irak a rendu la semaine dernière son **rapport final**. La presse conformiste y voit une illustration de la vitalité de la démocratie états-unienne. Elle souligne que les accusations formulées par George W. Bush, Tony Blair et John Howard selon lesquelles les programmes d'armement irakiens représentaient une menace imminente sont définitivement infirmées par des fonctionnaires courageux. Cette présentation fait l'affaire de presque tout le monde et de nombreuses personnalités la commentent pour en tirer avantage.

L'ancien patron des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix, relève dans *The Independent* que ce rapport non seulement confirme les siens, mais démontre l'efficacité du système de contrôle des Nations unies pour empêcher un pays dangereux de s'armer.

Dans le même quotidien, l'ancien inspecteur Scott Ritter note que le monde n'est pas plus sûr maintenant que Saddam Hussein qui ne présentait pas de danger a été renversé. Au contraire, il est moins sûr depuis que la Coalition anglo-saxonne a bafoué le droit international.

Toujours dans *The Independent*, l'ancien expert des services secrets britanniques Brian Jones s'interroge sur l'erreur de jugement de Tony Blair. Il trouve des explications psychologiques au phénomène, alors que celui-ci répond à une volonté politique. Ancien expert du Conseil de sécurité nationale, Philip Bobbitt développe à peu près les mêmes arguments dans *The Guardian*.

Il s'agit, observons-le, d'une opération rondement menée. La presse conformiste oublie que le Groupe de surveillance de l'Irak dépend de la CIA ; que son directeur, David Kay, a démissionné en déclarant que les recherches étaient terminées ; que son successeur Charles Duelfer n'a en réalité apporté aucune information nouvelle sur les armes de destruction massive. La seule

raison d'être de ce rapport est ailleurs. Il contient un long passage sur la prétendue corruption de dirigeants occidentaux par Saddam Hussein via le programme « pétrole contre nourriture », un sujet qui n'a rien à voir avec la mission et les compétences du Groupe et qui a été inventé de toutes pièces par les services secrets anglo-saxons, comme nous l'avons déjà montré dans ces colonnes. Ainsi, selon une technique éprouvée, l'administration Bush joue la transparence en publiant un rapport qui se contente de confirmer ce qu'elle avait déjà admis et en profite pour placer dans un document officiel une autre intox qui a déjà trouvé un écho dans la presse conformiste. Loin d'illustrer un processus démocratique de contre-pouvoir, ce rapport montre la cohérence de l'exécutif états-unien et son mépris pour les citoyens.

L'homme d'affaire iranien basé à Londres, Amir Jahanchahi, dénonce dans *Le Figaro* et *El Mundo* le plan machiavélique qu'il attribue aux mollahs de Téhéran. Ceux-ci chercheraient à acquérir la bombe atomique pour anéantir Israël. Ils auraient réussi à manipuler l'administration Bush pour l'envoyer détruire ses rivaux régionaux, les talibans en Afghanistan et le régime de Saddam Hussein en Irak. Il serait urgent de tirer la leçon de Churchill face aux Accords de Munich et de refuser tout compromis. L'ennui de ce raisonnement, c'est qu'on voit bien à quoi il sert, mais pas sur quoi il se fonde. M. Jahanchahi milite pour une intervention militaire des États-Unis contre son propre pays, après l'élection présidentielle de mai 2005, si le pouvoir ne change pas. En d'autres termes, il conteste le droit de son peuple à choisir ses dirigeants et préconise une invasion étrangère si ses compatriotes persistent à faire le « mauvais choix ». Il accuse Téhéran d'avoir soufflé à Washington les cibles qu'il a touchées. C'est prêter à l'administration Bush une faiblesse et aux mollahs une influence que personne n'avait imaginées. C'est surtout oublier que la Coalition anglo-saxonne avait déterminé ses cibles de longue date.

Ban Ki Moon, ministre sud-coréen des Affaires étrangères garantit aux lecteurs du *Washington Post* que la polémique sur d'éventuels programmes nucléaires militaires secrets de son pays est infondée. Les problèmes relevés par l'AIEA sont des déclarations incomplètes qui n'avaient aucun caractère intentionnel.

Enfin, l'ancien ministre grec des Affaires étrangères et actuel président du Parti socialiste, George Papandreou, défend l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne dans une tribune étrangement publiée par des quotidiens asiatiques dont le *Taipei Times*. Pour lui, les négociations d'adhésion sont un bon moyen pour régler enfin le passif entre la Grèce et la Turquie, notamment la question chypriote. Cette tribune intervient alors que le président de la République grecque, Costis Stephanopoulos, vient de hausser la barre. Dans un discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la victoire de Lépante contre les Ottomans, il a exigé non seulement une solution pour Chypre, mais aussi la reconnaissance des droits du patriarcat œcuménique orthodoxe basé à Istanbul. On touche là un aspect sous-estimé de la polémique actuelle sur la candidature turque : en rejetant le plan Annan de réunification de Chypre, et en interdisant ainsi à la partie turque de l'île d'entrer dans l'Union européenne, les électeurs chypriotes grecs se sont déjà prononcés contre l'adhésion de la Turquie.

**Réseau Voltaire**

## Hans Blix



Hans Blix est ancien président exécutif de l'United Nations Monitoring, Verification and Inspection Commission.

### « Si vous aviez vu ce que j'ai vu »

Source : The Independent

Référence : « If you had seen what I have seen », par Hans Blix, *The Independent*, 10 octobre 2004.

Les inspecteurs de l'administration Bush sur les armes de destruction massive en Irak ont dû admettre que la réalité du terrain est totalement différente de la réalité virtuelle qui a été présentée. Charles Duelfer et David Kay étaient tous deux favorables à la guerre, mais ils sont aussi des professionnels. Après avoir mené leur propre enquête, ils ont dû conclure que les mensonges auxquels ils avaient contribué étaient faux. Duelfer a même contredit les affirmations de Kay qui parlait de l'existence de programmes liés à la production d'armes de destruction massive. Duelfer pense que l'Irak a détruit ses armes à l'été 1991 et n'a rien trouvé concernant des armes de destruction massive après cette date. Duelfer offre cependant une porte de sortie à l'administration qui l'a nommé en laissant planer le doute sur ce qui aurait pu se produire en cas d'arrêt des sanctions contre l'Irak. Il aurait dû rappeler cependant que même si les sanctions économiques avaient été levées, rien ne vient prouver que le Conseil de sécurité de l'ONU aurait levé les interdictions concernant l'armement irakien. Le rapport Duelfer confirme que la combinaison de sanctions de l'ONU, d'inspections et de pressions extérieures avaient permis d'endiguer Saddam Hussein. Le monde avait désarmé Saddam Hussein et ne s'en était pas rendu compte. Bush a affirmé que Saddam Hussein était une menace croissante, mais le rapport démontre que l'Irak était de moins en moins une menace. Bush affirme que Saddam Hussein haïssait les États-Unis, mais le rapport prouve qu'au contraire un hypothétique programme d'armement aurait d'abord servi contre l'Iran ou Israël.

Duelfer souligne l'importance des inspections sur le terrain. Ce n'est pas étonnant car tout ce qui était juste dans les rapports des services de renseignement venait d'eux et le reste était faux. Peut-on espérer qu'on se souviendra de cette leçon à propos de l'Iran, de la Libye et de la Corée du Nord.



## Scott Ritter



Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America..*

### « Si vous aviez vu ce que j'ai vu »

Source : The Independent

Référence : « If you had seen what I have seen », par Scott Ritter, *The Independent*, 10 octobre 2004.

Il semble que les derniers vestiges de légitimité entourant la décision de **George W. Bush** et **Tony Blair** d'envahir l'Irak aient disparu avec la publication de ce rapport final du Groupe de surveillance de l'Irak. Le rapport conclut en effet que les stocks d'armes ont été détruits en 1991 et que les programmes d'armes de destruction massive ont pris fin en 1996. Duelfer affirme également que Saddam Hussein avait l'intention de reprendre son programme une fois les sanctions levées, mais sur ce point il s'appuie sur des sources fragmentées et des spéculations. C'est cette dernière conclusion pourtant qui a été reprise par Bush et Blair. Des deux côtés de l'Atlantique on a également répété le mantra selon lequel le monde est plus sûr aujourd'hui que Saddam Hussein n'est plus au pouvoir, une affirmation qu'il faut vérifier.

La situation n'est pas stabilisée en Irak et beaucoup d'Irakien pensent que leur vie était meilleure sous Saddam Hussein. S'il pouvait participer aux élections de janvier, il aurait de bonnes chances d'être élu. Pour savoir si le monde est plus sûr, il faut imaginer ce que serait le monde aujourd'hui avec un Irak dominé par Saddam Hussein. Que se serait-il passé si **Hans Blix** avait pu terminer ses inspections ? Aurait-il eu les moyens de convaincre les principaux partisans de la guerre qu'il ne fallait pas attaquer ?

Le problème est qu'**Hans Blix** devait prouver la non-existence des armes de destruction massive irakiennes, ce qui est virtuellement impossible. Ironiquement, c'est une approche qui a été définie par Duelfer lui-même lorsqu'il était inspecteur de l'ONU. Ces conditions répondent ainsi à la deuxième question puisqu'elles ont été définies de façon à ce qu'il existe toujours une incertitude qui permet aux États-Unis et au Royaume-Uni de s'appuyer sur le doute. Il n'y avait aucun moyen de convaincre les États-Unis et le Royaume-Uni sur la question des armes de destruction massive parce que ça n'a jamais été la question centrale. Le vrai problème pour Londres et Washington était Saddam Hussein, leur vrai objectif était un changement de régime au mépris des lois internationales.

Demander si le monde est plus sûr sans Saddam Hussein revient à se demander si le monde est plus sûr aujourd'hui que le droit international a été bafoué. C'est si les États-Unis et le Royaume-Uni avaient reconnu la primauté du droit que le monde serait plus sûr.

## Brian Jones

Le Dr Brian Jones est un scientifique qui a travaillé pour le ministère de la Défense britannique depuis 1973. Récemment retraité, il a dirigé de 1987 jusqu'à sa retraite, la section chargée de l'étude scientifique des renseignements relatifs aux armes chimiques, biologiques et nucléaires. Il a été un témoin clé lors des auditions de la Commission Hutton.

### « Je suis toujours interloqué par la façon dont Blair s'est convaincu lui-même de la détention de stocks d'armes par l'Irak »

Source : The Independent

Référence : « I'm still mystified how Blair convinced himself that Iraq had all those weapons », par Brian Jones, *The Independent*, 8 octobre 2004.

Les conclusions du groupe de surveillance de l'Irak selon lesquelles l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive ne m'ont pas surpris car c'était déjà une des conclusions les plus probables du rapport que mes collègues de l'équipe de renseignement du ministère de la Défense et moi avons réalisé en 2002 ; une conclusion rejetée par les instances politiques dirigeantes. Ce qui m'a surpris par contre, c'est que le groupe de surveillance de l'Irak a estimé que le programme d'armes de destruction massive était plus faible en 2003 qu'en 1998 au moment où les inspecteurs ont quitté le pays alors que l'Irak a donné l'impression d'avoir quelque chose à cacher durant cette période. Peut-être que l'Irak a voulu laisser croire qu'elle disposait encore de forces de dissuasion. Ce qui est encore plus surprenant, c'est comment **Tony Blair** et les principaux responsables britanniques se sont laissés convaincre de l'existence d'armes de destruction massive en Irak alors que les experts étaient sceptiques. Peut-être ont ils cru que l'Irak pourrait recréer ses capacités au point que nous ne puissions plus intervenir. Ils ont donc transformé nos rapports pour convaincre l'opinion de la menace irakienne afin que celle-ci accepte une intervention rendue possible par le 11 septembre. Comme certains responsables irakiens semblaient persuadés eux-mêmes de disposer d'un programme d'armes de destruction massive, cela a pu jouer dans ce sens, mais nos experts étaient quand même très suspicieux sur les « preuves » apportées. Pour partir en guerre, il faut un dossier solide et il ne l'était pas. **Tony Blair** affirme avoir été trompé par de mauvais renseignements, mais on a pas pu prouver l'existence de ces mauvaises informations. En refusant d'assumer ses erreurs, Blair nous conduit vers de nouvelles déconvenues.

## Philip Bobbitt



Professeur de droit à l'université du Texas, Philip Bobbitt est ancien directeur des programmes de renseignement au National Security Council. Il est l'auteur de *The War Against Terror*.

### « Comment la preuve est devenu un fardeau »

Source : The Guardian

Référence : « How proof became a burden », par Philip Bobbitt, *The Guardian*, 8 octobre 2004.

Avec la publication du rapport de 918 pages du groupe de surveillance de l'Irak, beaucoup se demandent comment les États-Unis et la Grande-Bretagne ont pu se tromper à ce point. Il est important de nous pencher sur les raisons de ces erreurs pour ne plus les rééditer.

On a beaucoup parlé d'un problème de « pensée de groupe » ou d'un trop grand conformisme, mais dans ce cas, pourquoi les services de renseignement français, allemands et russes se sont-ils également trompés alors que leurs gouvernements s'opposaient au changement de régime. Je crois que notre problème vient de ce que nous considérons comme des preuves dans le renseignement. Au finale, il s'agit toujours d'interprétation d'événements. Les jugements portés sur l'Irak ont été marqués par les erreurs passées. En 1991, personne n'avait deviné que Bagdad était si avancé dans son programme nucléaire et, en 1995, on était prêt à lever les sanctions quand Hussein Kamal a fait défection et a dénoncé les tromperies de l'Irak vis-à-vis des inspecteurs. En peu de temps, les services de renseignement ont été trompés deux fois concernant un régime totalitaire. Ils ont donc placé plus haut la barre pour être convaincus du désarmement en Irak.

Les services de renseignement ont alors commencé à analyser ce qu'ils découvraient en Irak en partant du postulat de départ que Bagdad voulait les tromper à nouveau. Il faut penser toutefois au fait que si **Hans Blix** avait conclu qu'il n'y avait pas de programme nucléaire, les sanctions auraient été levées et l'Irak aurait alors relancé son programme nucléaire.

## Amir Jahanchahi

Opposant iranien, Amir Jahanchahi est homme d'affaire et essayiste. Il est l'auteur de *Vaincre le IIIème totalitarisme : La leçon de Churchill*.

### « Iran : vers un nouveau Munich nucléaire »

Source : El Mundo

Référence : « Irán : hacia un nuevo Múnich nuclear », par Amir Jahanchahi, *El Mundo*, 8 octobre 2004.

Je ne sais toujours pas comment ce qui était impensable hier, un régime islamiste qui a l'audace de fabriquer une bombe atomique, est aujourd'hui le simple sujet d'une négociation entre le monde libre et le régime qui occupe mon

pays.

La diplomatie franco-germano-anglaise semble vouloir à tout prix retarder la confrontation. Les États-Unis sont concentrés sur la lutte contre le terrorisme islamique en Irak et pendant ce temps-là, l'Iran avance toujours vers son objectif nucléaire. La question n'est pas de savoir si l'Iran veut la bombe, mais ce qu'il faut faire pour l'empêcher de l'acquérir. Selon les experts, l'Iran pourrait posséder une arme atomique d'ici trois ans et elle l'utilisera pour étendre son idéologie dans le monde en conquérant d'autres territoires musulmans.

Avant le 11 septembre pourtant, le régime iranien était moribond, mais Téhéran a su utiliser à son avantage les évènements. Les mollahs ont ainsi été débarrassés des talibans et de Saddam Hussein. Pour ce dernier, ils ont habilement utilisé leur agent **Ahmed Chalabi** pour désinformer les États-Unis. Ils ont également bénéficié de la désunion entre les États-Unis et l'Union européenne et de la poussée de l'opposition aux États-Unis dans le monde musulman. Les dirigeants du monde doivent regarder la vérité en face : tant que le régime actuel se maintiendra au pouvoir il cherchera à acquérir une bombe nucléaire et cela aboutira à une guerre nucléaire contre Israël. La Troisième Guerre mondiale est à nos portes et ce sera une guerre nucléaire.

Il est urgent de désarmer les tyrans de Téhéran et pour cela les frappes israéliennes ne fonctionneront pas, pas plus que la diplomatie. Le seul moyen est de soutenir l'opposition iranienne et de refuser le « Munich nucléaire ».

## Ban Ki Moon



Ban Ki Moon est ministre des Affaires étrangères et du Commerce de Corée du Sud.

### « Les gardes fous nucléaires de la Corée du Sud »

Source : Washington Post

Référence : « South Korea's Nuclear Safeguards », par Ban Ki Moon, *Washington Post*, 8 octobre 2004.

Deux cas d'expérimentations scientifiques nucléaires dans mon pays ont attiré l'attention du monde. Ces deux évènements font l'objet d'une enquête de l'**Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)** avec la totale coopération de mon gouvernement, mais des malentendus demeurent. Mon pays est le sixième producteur d'énergie nucléaire au monde, mais il s'est volontairement abstenu d'enrichir de l'uranium. Cela reflète un engagement ferme de sa part contre la prolifération nucléaire.

Les deux incidents répertoriés datent de 2000 et de 1982. Les deux expériences ont été conduites avec l'accord du gouvernement et l'AIEA en a été prévenu. Les expériences se sont d'ailleurs faites sur de trop petites quantités de matières nucléaires pour permettre une utilisation militaire. Mon gouvernement assiste l'AIEA dans ses enquêtes et nous avons répondu aux questions laissées en suspens par inadvertance dans nos rapports. Mon gouvernement a récemment rappelé sa volonté de ne pas développer d'armement nucléaire et nous sommes déterminés à éviter tout nouvel incident.

## George A. Papandreou



George A. Papandreou est ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce. Il est vice-président de International Olympic Truce Center.

## « Laissez commencer les pourparlers pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne »

Source : Taipei Times

Référence : « Let the talks begin for Turkey's bid to join the European Union », par George Papandreou, *Taipei Times*, 8 octobre 2004.

« Let the talks begin », *Daily Times*, 11 octobre 2004.

Turkey's accession is in EU's best interests », *Straits Times*, 11 octobre 2004.

L'Union européenne doit juger si elle ouvre ou non des négociations d'adhésion avec la Turquie. Certains affirment qu'elle ne devraient plus intégrer de membres après le dernier élargissement, mais faire une croix sur de nouvelles entrées serait dommageable pour les Balkans, entre autres. En outre, les nouveaux membres issus du bloc communiste ont prouvé que l'adhésion leur permettait de résoudre leurs conflits et d'accélérer la transition vers la démocratie et l'économie de marché.

La nouvelle frontière de l'Union européenne ne doit pas être une frontière entre les riches et les pauvres, entre la démocratie et la dictature, entre la stabilité et le conflit. La Grèce le sait bien et c'est pour cela que, lorsque j'étais en poste, mon pays s'est rapproché de la Turquie et que nous avons soutenu sa candidature. On a beaucoup critiqué cette politique dans mon pays, mais cinq ans après l'avoir amorcée, les résultats parlent d'eux-mêmes : une douzaine d'accords signés, une aide humanitaire commune au Kosovo, une mission commune pour résoudre la crise israélo-palestinienne et une action commune pour empêcher les violences en Irak de déborder sur les autres pays. Il reste beaucoup à faire pour la Turquie sur la voie de la réforme, mais une vraie candidature permettra d'aller plus loin. C'est pourquoi la Grèce la soutient. À l'AKP, élu sur une plate-forme européenne, de relever le défi et à l'Europe de ne pas oublier que rejeter la Turquie pour des raisons religieuses, c'est nier notre diversité et oublier que la démocratie est une valeur universelle.

Accepter un pays démocratique et respectueux des Droits de l'homme enverrait un signal positif au monde musulman. En, outre, l'adhésion de la Turquie faciliterait la résolution du problème chypriote.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paielement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .